

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHÂTEAUX

Châteauroux, le 07 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



EUROCAST

route de Montluçon
36330 Le Poinçonnet

Références :
Code AIOT : 0010000514

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement EUROCAST implanté Route de Montluçon 36330 Le Poinçonnet. L'inspection a été annoncée le 07/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROCAST
- Route de Montluçon 36330 Le Poinçonnet
- Code AIOT : 0010000514
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROCAST exploite notamment deux tours aéroréfrigérantes (TAR) soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées dont le fonctionnement est encadré par l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exploitation des TAR;
- utilisation des biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	gestion hydraulique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 a)	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
14	état de propreté	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	surveillance et formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1	/	Sans objet
6	appareils de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	/	Sans objet
15	connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	fréquence d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)	/	Sans objet
8	bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V	/	Sans objet
9	eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	surveillance des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 – 5.9	/	Sans objet
11	protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2	/	Sans objet
12	point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 b)	/	Sans objet
13	contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance et formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; – les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; – les dispositions du présent arrêté. <p>Constats : L'exploitant n'a pas établi de plan de formation à jour des personnels internes et externes impliqués dans l'exploitation des TAR et certains salariés d'EUROCAST chargés de leur surveillance n'ont pas suivi de formation aux risques liés aux légionelles. Le document désignant les responsables de la surveillance doit être mis à jour.</p>

Observations : Document consulté :

- analyse de risque légionellose établie par EUROCAST en novembre 2022;

Le document désigne deux personnes responsables de la surveillance : la coordinatrice HSE et un technicien de maintenance qui va quitter l'entreprise.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan de formation à jour. Il déclare que plusieurs départs de salariés ont bousculé l'organisation mais que la coordinatrice HSE, un technicien et le responsable de maintenance seront formés le 16/02/2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en oeuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en oeuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en oeuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'AMR, révisée en 2020 et en 2022, demeure incomplète et n'a pas été menée par l'ensemble des parties prenantes.

Observations : Document consulté :

- analyse de risque légionellose établie par EUROCAST en novembre 2022, transmise par courrier du 09/12/2022.

La révision de l'AMR a été conduite par la coordinatrice HSE qui n'est pas formée aux risques liés aux légionelles.

L'examen ne s'appuie pas sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

L'AMR ne traite pas des points suivants :

- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement.

Notamment, l'AMR doit justifier l'adéquation du fonctionnement continu des TAR avec la fréquence de suivi (5 jours sur 7 voire moins en cas de jours fériés ou d'absences imprévues du personnel d'OVIVE).

En outre, l'AMR n'intègre pas le risque lié à la pollution organique (DCO) qui a été la cause des dépassements en légionelles en 2019.

Aucun échéancier de réalisation des actions correctives identifiées n'est établi.

Le constat NC2 relevé lors de la précédente visite d'inspection de la TAR le 09/09/2020 est maintenu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en oeuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Constats : Les plans d'entretien et de surveillance ne sont pas respectés et doivent être mis à jour et complétés. L'exploitant doit notamment veiller à s'organiser de manière à réaliser le suivi quotidien fixé dans le plan de surveillance.

Observations : Documents consultés :

- plan de surveillance des installations de refroidissement du 07/11/2022 (tableur);
- fiches de suivi TAR des semaines 48, 49 et 50 de 2022 par OVIVE;
- fiche de suivi adoucisseurs de la semaine 5 de 2023 par OVIVE;
- liste des actions préventives TAR EUROCAST (tableur);
- fiche d'intervention du 10/08/2022 par la société IGIENAIR, transmise par courrier du 09/12/2022.

La valeur cible pour la dureté n'est pas cohérente avec celle indiquée dans le plan de surveillance. L'exploitant indique que la fiche de suivi doit être corrigée.

L'étalonnage des sondes de pH, à réaliser tous les 15 jours selon le plan de surveillance, n'a pas été effectué les semaines 48 et 49 de 2022. L'exploitant répond que le suivi n'est réalisé qu'à titre informatif étant donné qu'aucune régulation du pH n'est effectuée.

Aucun suivi n'a été effectué le 05/12/2022 et la fiche n'apporte aucune justification. L'exploitant déclare que le salarié chargé de suivi était en formation.

Les dérives relevées sur les valeurs de chlore libre les vendredis des semaines 48, 49 et 50 de 2022 et en conductivité du lundi au vendredi de la semaine 50 n'ont pas donné lieu à la mise en oeuvre des actions correctives mentionnées dans le plan de surveillance.

L'exploitant déclare que la cause de la dérive en chlore a été identifiée (influence de l'injection de produit) et corrigée depuis (décalage de l'analyse). Pour ce qui est de la conductivité, l'exploitant déclare que la valeur cible du plan de surveillance n'est pas adaptée.

En outre, le paramètre de la pollution organique (DCO) n'apparaît pas dans le plan de surveillance.

La fréquence de vérification du bon fonctionnement des adoucisseurs et des pompes doseuses doit être revue dans le plan d'entretien en cohérence avec ce qui est réellement effectué.

Le constat NC5 (respect du plan de surveillance) relevé lors de la visite d'inspection précédente des TAR le 09/09/2020 est maintenu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : gestion hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 a)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulant dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en oeuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.

Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il assure une bonne gestion hydraulique du circuit.

Observations : Dans son courrier du 05/11/2020, en réponse au rapport de la visite d'inspection du 09/09/2020, l'exploitant n'apporte aucun élément sur la gestion hydraulique.

Lors de la présente visite, il souligne la complexité du circuit des TAR.

La stratégie de traitement et l'ajout de biodispersant ne suffisent pas à garantir la maîtrise du risque de prolifération des légionelles. L'exploitant doit s'assurer que le biofilm est bien compacté au moyen de l'hydraulique du circuit et qu'il n'y a pas de risques de décollement du biofilm liés à d'éventuels changements de vitesses de circulation de l'eau.

Le constat NC3 (gestion hydraulique) relevé lors de la visite d'inspection précédente des TAR le 09/09/2020 est maintenu.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en oeuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en oeuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Constats : La fiche de stratégie de traitement est incomplète et n'est pas à jour. L'exploitant doit notamment expliciter la fonction du produit HYDRACHIM CSR 2235B et le mode de génération du brome actif et justifier la fiabilité de la méthode HYDROSENSE.</p>

Observations : Document consulté :

- fiche TAR - Stratégie de traitement - Eurocast Ind 11 du 12/09/2022.

L'exploitant ne justifie pas que la stratégie de traitement (nature et dosage des substances actives en particulier) est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement et n'inclut pas les concentrations des produits de décomposition dans les rejets. Elle n'est, par ailleurs, pas à jour puisque l'exploitant explique que l'acide sulfurique, injecté auparavant pour réguler le pH, n'est plus utilisé.

Le produit HYDRACHIM CSR 2235B est présenté comme agent de chloration alors qu'il est mélangé à l'hypochlorite de sodium pour générer du brome actif dans le circuit d'eau.

La méthode d'analyse in situ par le kit LEGIO EZ-TEST pour dépister des dérives en légionelles par culture n'est plus utilisée. L'exploitant a désormais recours au kit HYDROSENSE.

Il explique que le nombre de chocs de biocide réalisés suite à un test positif du kit a drastiquement chuté depuis 2020. 10 chocs ont été réalisés entre mars et juillet 2022 et aucun depuis cette date.

L'exploitant doit toutefois justifier la fiabilité de la méthode HYDROSENSE, en particulier, elle ne doit pas laisser passer une culture positive ou, au contraire, faire croire à une culture positive (ce qui générerait des actions complémentaires inutiles telles que des chocs répétés en biocide non oxydant).

La NC4 (fiche incomplète) relevée lors de la visite d'inspection précédente de la TAR du 09/09/2020 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : appareils de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art.

Constats : L'exploitant ne justifie pas d'un entretien et d'une maintenance régulière des conductimètres.

Observations : Documents consultés :

- suivi des étalonnages des sondes pH par OVIVE en 2022;
- fiches de suivi TAR des semaines 48, 49 et 50 en 2022 par OVIVE;
- manuel d'utilisateur de "3700 sc conductimètres inductifs" de juillet 2005 par LANGE.

Les documents ne tracent ni nettoyage, ni vérification, ni étalonnage du capteur des deux conductimètres. L'exploitant déclare que le nettoyage et la vérification sont réalisés lors des arrêts des TAR et qu'un étalonnage régulier n'est pas nécessaire. La redondance des sondes permettrait de détecter une dérive éventuelle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : fréquence d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consultés : - enregistrements réalisés en 2022 dans la base de données GIDAF; - bilan 2022 transmis par courrier du 23/01/2023. La fréquence d'analyse est mensuelle. Aucun dépassement du seuil de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila n'est relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : – les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; – les actions correctives prises ou envisagées ; – l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en oeuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté : - bilan 2022 transmis par courriel du 23/01/2023. Le bilan ne relève aucun dépassement du seuil de 1 000 UFC/L. Il contient les informations attendues. Le constat NC6 (bilan incomplet) relevé lors de la visite d'inspection précédente de la TAR le 09/09/2020 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : – Legionella pneumophila seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; – matières en suspension 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté : - rapport d'analyse du prélèvement réalisé le 06/07/2022 par le laboratoire SGS sur l'eau d'appoint des TAR. Pas de dépassement des valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : surveillance des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 – 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.1.2 b du présent arrêté. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consultés : - fiche TAR - Stratégie de traitement - Eurocast Ind 11 du 12/09/2022; - deux rapports d'analyses d'eau du 25/03/2022 par le laboratoire ANALYTICE; - courriels de l'exploitant adressés à l'inspection les 08/12/2020 et 27/04/2021. Les composés (sous-produits spécifiques à la décomposition des produits de traitement des TAR) recherchés n'ont pas été détectés hormis les sulfates (17 mg/L). Aucune valeur limite réglementaire n'est imposé pour ce paramètre. L'exploitant explique que cette concentration dans les rejets est cohérente avec celle identifiée dans l'eau d'appoint. En outre, le suivi de ce paramètre était justifié par la décomposition de l'acide sulfurique dont l'injection pour la régulation du pH n'est plus mise en oeuvre. Le constat NC7 (surveillance des produits de décomposition) relevé lors de la visite d'inspection précédente des TAR le 09/09/2020 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; – aux produits chimiques. [...] Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats sur site : - présence de panneaux signalant l'obligation du port du masque au niveau du bassin en sous-sol, sur la chaîne barrant l'accès extérieur aux 2 TAR et sur les 2 TAR; - boîte de masques FFP3 disponible au local du prestataire OVIVE situé à proximité du bassin des TAR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats sur site : - présence d'un panneau au-dessus de la vanne de prélèvement fixée sur le bassin des TAR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats sur site : Les TAR sont situées à l'arrière de l'usine et leur accès est limité par une chaîne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : état de propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.
Constats : Une des grilles d'aération de la TAR A est endommagée, ce qui génère une fuite d'eau.
Observations : Constats sur site : - une des grilles d'aération de la TAR A est endommagée et est à l'origine d'une fuite d'eau qui s'écoule au sol. Les constats NC9 (état des grilles) et R1 (fuite d'eau) relevés lors de la visite d'inspection précédente de la TAR le 09/09/2020 sont maintenus. Les parties internes des TAR n'ont pas été vérifiées lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'étiquette du produit biocide HYDRACHIM CFR 2235B ne contient pas l'ensemble des mentions réglementaires. L'exploitant doit veiller à détenir et mettre à disposition du personnel une version récente des fiches de données de sécurité des produits.

Observations : Documents consultés :

- fiche de données de sécurité (FDS) du 07/04/2017 pour le biodispersant TECSEL BD ;
- fiche de données de sécurité de janvier 2018 pour le biocide TECSEL 630 ;
- fiche de données de sécurité du 03/12/2019 pour le biocide HYDRACHIM CFR 2235B;
- fiche de données de sécurité du 14/01/2021 pour le biocide ACTICIDE DB 20;
- fiche de données de sécurité du 08/04/2020 pour le biocide ACTICIDE MV;
- base de données des biocides du site Internet de l'ECHA;
- décision d'exécution (UE) 2018/1622 de la commission du 29/10/2018 concernant la non-approbation de certaines substances actives dans des produits biocides en vertu du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil;
- étiquettes (visibles) de bidons stockés en réserve d'HYDRACHIM CFR 2235B, de TECSEL 630, d'ACTICIDE MV et d'ACTICIDE DB20.

L'utilisation et l'étiquetage des produits biocides sont régis par le règlement (UE) n°528/2012 (articles 17 et 69).

TECSEL BD contient une substance biocide (acide chlorhydrique) qui n'est pas prévue pour un usage TP11 (systèmes de refroidissement) mais il est ici utilisé en tant que biodispersant.

HYDRACHIM contient une substance biocide (bromure de sodium - CAS 7647-15-6) qui n'est pas approuvée pour les usages TP2, TP11 et TP12 selon la décision européenne susvisée.

Toutefois, ce produit est mélangé dans le circuit avec TECSEL 630 (qui contient de l'hypochlorite de sodium) en vue de générer du brome actif, ce qui peut être considéré comme une génération in situ de la substance active biocide brome actif qui est approuvée en usage TP11.

En outre, l'étiquette du jerrican (en réserve) examinée du produit HYDRACHIM ne contient pas les mentions suivantes :

- indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours;
- la phrase "Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi";
- le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide....;
- la mention "produit strictement professionnel" n'a pas une taille de caractères suffisante pour être visible immédiatement.

TECSEL 630 et ACTICIDE DB 20 contiennent des substances biocides en cours d'examen pour un usage TP11.

ACTICIDE MV contient une substance biocide approuvée pour un usage TP11.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet